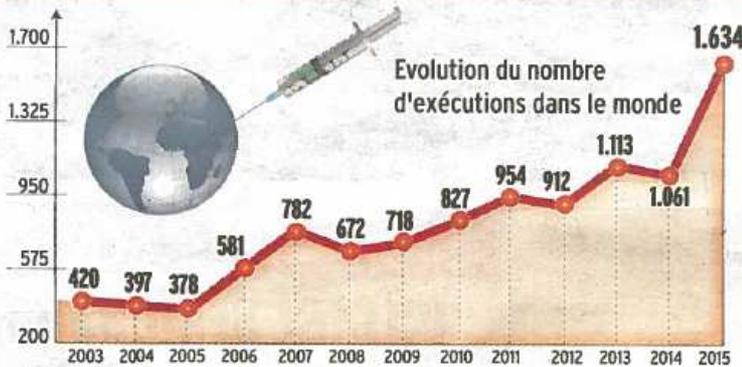


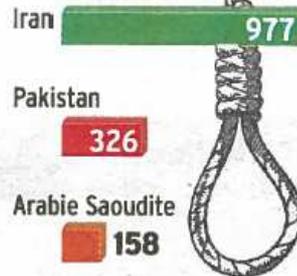


REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 07 AVRIL 2016

Peine de mort: un macabre record en 2015

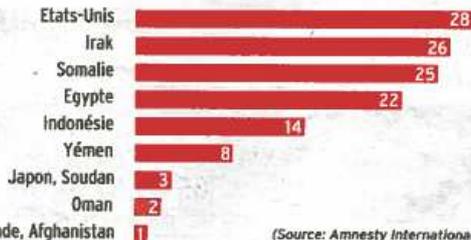


3 pays totalisent 89% des exécutions



Exécutions recensées en 2015

(hors Iran, Pakistan, Arabie Saoudite)
(Absence de données pour la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord)



(Source: Amnesty International)

4 pays ont aboli la peine capitale pour tous les crimes en 2015

Suriname - Fidji - République du Congo - Madagascar

Pour la première fois, une majorité de pays du monde (102) ont pleinement aboli la peine de mort

INFOGRAPHIE CL

■ GRANDCOGNAC

L'aide aux communes en difficulté votée sans passion

Un maire a voté contre l'aide aux communes en difficulté. Cette dotation «exceptionnelle» reste une «rustine» pas une solution.

Frédéric BERG
fberg@charentelibre.fr

Dominique Souchaud, le maire de Saint-Sulpice-de-Cognac a été le seul des conseillers communautaires de GrandCognac à voter hier soir contre la «dotation communautaire» de 300 000 euros au total visant à aider quatre communes en difficulté, Gimieux, Ars, Bréville et Louzac-Saint-André (lire CL de mardi). Pourquoi ? Difficile à dire. L'élu s'est lancé dans une explication alambiquée qui n'a convaincu personne.

«Quand j'ai reçu le mail de Michel Gourinchas demandant aux mairies qui voulaient une aide de se manifester c'était le jour de la Saint-Valentin. J'ai pensé à un mot d'amour, je ne l'ai pas pris très au sérieux», a justifié Dominique Souchaud qui a attendu une ultime réunion sur la question pour réclamer 100 000 euros afin d'effectuer des travaux dans l'école de sa commune.

Michel Gourinchas, le président de GrandCognac lui a répondu sur le ton de l'ironie : «Je ferai attention à la date de mes envois de mails. La discussion était ouverte et tu n'as pas fait de demande. Tu as attendu le dernier moment pour en formuler une, qui, pour être honnête, nous fait question.»

Dominique Souchaud a persisté dans sa décision de voter contre : «Est-ce que ces aides ne sont pas une prime à la mauvaise gestion ?» Alain Riffaud, vice-président de la communauté, a alors avancé : «Est-ce que tu aurais



«Est-ce que tu aurais voté pour si tu avais obtenu une aide ?» a questionné le vice-président Alain Riffaud (premier plan) à l'adresse de Dominique Souchaud. Photo F. B.

voté pour si tu avais obtenu une aide ?» «Oui», a souri le maire de Saint-Sulpice-de-Cognac, rendant son argumentation un peu plus obscure encore.

«Une rustine pour boucher un trou»

Plus sérieusement, le groupe d'élus de l'opposition municipale de Cognac, Emilie Richaud et Noël Belliot en tête, s'est abstenu. «C'est une rustine pour boucher un trou mais ça ne règle pas le problème de fond, celui de la refonte d'un pacte fiscal et financier, un instrument qui permettrait de lisser les différences. Ça fait des années qu'on en parle, que nous le réclamons, et

rien n'avance», a regretté Emilie Richaud.

Chantal Nadeau, maire de Gimieux, la commune la plus aidée (180 000 euros) a remercié GrandCognac, soulignant la situation de «survie» dans laquelle se trouvait sa commune plombée par un projet de lotissement : «Depuis des années, on ne peut faire aucun investissement.» Elle s'est ensuite adressée directement à Dominique Souchaud : «Si tu veux acheter une des maisons, c'est ce qui m'aiderait le plus aujourd'hui. Il y en a une à vendre 145 000 euros...»

Pierre-Yves Briand a fermé le débat, indiquant que ces aides «permettent de régler des urgences. Nous n'avons pas pour autant réglé le problème.»

■ Le compte à rebours de la chasse au job d'été est lancé ■ Et en Charente, il va falloir jouer des coudes pour trouver une place ■ Moins d'offres que dans les lieux touristiques, peu de travaux agricoles...

Job d'été, pas facile de trouver

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

Les recrutements pour la saison estivale ont déjà commencé depuis plusieurs semaines. Pourtant, tous les candidats ne sont pas encore dans les starting-blocks. «En Charente, la grande distribution a déjà quasiment bouclé ses effectifs pour l'été», décrit Anne Desthomas, informaticienne au CIJ (Centre information jeunesse) d'Angoulême. Dans l'animation, les recrutements sont actuellement en cours. Après, il ne restera plus que les magasins indépendants, restaurants qui ont pris du retard ou alors il faudra compter sur les offres de dernière minute pour certains travaux agricoles dépendants de la météo», explique la spécialiste. Alors, pour les jeunes qui n'ont pas encore trouvé, elle l'assure: «Ça urge!»

Les jeunes peu mobiles

D'autant qu'en Charente, les offres courent beaucoup moins les rues que dans les régions très touristiques. «C'est beaucoup plus facile pour un jeune qui est prêt à bouger sur la côte, en Charente-Maritime ou plus loin, et qui a le permis et une voiture, affirme Anne Desthomas. Mais, très peu de jeunes Charentais sont mobiles.» Lors du forum «job emploi mobilité» de Soyaux il y a deux semaines, sur 75 jeunes venus se renseigner pour des jobs d'été, 57% ne recherchaient que sur les secteurs d'Angoulême ou du Grand-Angoulême, 23% dans tout le département, 9% dans la Région et 6% dans toute la France. «Et pourtant, ils cherchent des emplois dans la restauration ou

la vente», constate l'informaticienne. En Charente, les jobs d'été les plus recherchés sont serveur (29%), hôte de caisse (14%) et vendeur (6%), d'après les chiffres du site de recrutement Qapa, qui se revendique agrégateur de toutes les annonces d'emploi (voir infographie ci-contre). «Les jeunes ont conscience que ce n'est pas très cohérent d'espérer ce type d'emploi estival sans bouger de la Charente, mais ils n'ont souvent pas d'autre option ou pas envie de s'éloigner de leur domicile», reconnaît Anne Desthomas.

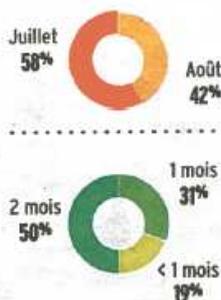
”

On a un peu de relevage des vignes en juin, les pommes de mi-août à mi-octobre et les melons tout l'été, mais c'est assez limité.

Elle en convient: «Les offres intégrant une possibilité de logement pris en charge par l'employeur se font de plus en plus rares et, souvent, ceux-ci reprennent les mêmes jeunes d'une année sur l'autre. Il y a peu de turnover.» Alors comment se démarquer pour trouver la perle rare du job d'été près de chez soi? Qapa et le CIJ conseillent d'abord de proposer ses services pour les deux mois. «Souvent, les entreprises préfèrent n'avoir à former qu'une personne pour tout l'été: 50% des offres en Charente sont d'ailleurs de deux mois», chiffre Gildas Piquet-Friboulet, le res-

Les jobs d'été en Charente

La répartition des offres



Source: Qapa, site agrégateur d'offres d'emploi

Les postes les plus recherchés



Salaire moyen haut*

2014: 1.676 €
2016: 1.602 €

* moyenne du montant des salaires supérieurs de 10% à la moyenne globale des salaires de jobs d'été de la région.

INFOGRAPHIE CL



La récolte et le calibrage des melons (ici à Chadurie) font partie des rares jobs d'été dans le secteur agricole. Photo archives Majid Bouzzit

pensable communication de Qapa. «Être disponible en décalé peut aussi être un atout, confie Anne Desthomas. Les mutuelles étudiantes, par exemple, embauchent beaucoup sur les périodes de mi-juin à mi-juillet et mi-août à mi-septembre pour gérer les différentes rentrées. Mais là encore, la Charente n'est pas très bien dotée. Mieux vaut pour les étudiants à Bordeaux ou Poitiers garder leur appartement dans ces villes et chercher là-bas.»

Peu d'offres dans l'agriculture

Dans l'agriculture, il est très difficile aussi de trouver un contrat en juillet et août. «On a un peu de relevage des vignes en juin et début juillet. L'entreprise Tastet à Reignac a des besoins pour la récolte

des pommes de mi-août à mi-octobre. On a un ou deux producteurs de melons, notamment à Chadurie, qui ont des besoins pour la récolte et le calibrage tout l'été, mais à part ça, c'est très limité, confirme Sandrine Boinot, chargée de recrutement à l'Association départementale pour l'emploi et la formation en agriculture (Adefa) de Charente. Les autres besoins, moissons, vendanges..., réclament une certaine formation et souvent le permis poids lourds. En Charente, contrairement à la Gironde par exemple, 95% des vendanges se font à la machine, plus besoin de petites mains.» Enfin, les professionnels du CIJ, de l'Adefa, de Qapa s'accordent pour dire qu'il est de plus en plus difficile pour les mineurs de trouver un job d'été. «La législation s'est énormément renforcée,

Des salaires tirés à la baisse

Non seulement trouver un job d'été en Charente n'est pas une mince affaire, mais à l'instar de la moyenne nationale, ces jobs sont de moins en moins bien payés. En Charente, le salaire moyen haut des jobs d'été, c'est-à-dire le salaire moyen parmi les salaires supérieurs de 10% à la moyenne globale des salaires de la région, est passé de 1 676 € brut par mois en 2014 à 1 602 € brut par mois en 2016. Soit une diminution de 4,5%. Au niveau national, il est passé de 1 680 € brut en 2014 à 1 598 € brut en 2016. «Les écarts entre salaires les plus hauts et les plus bas ont tendance à diminuer, mais de plus en plus de salaires frôlent le Smic, voire sont un peu en dessous», décrit Gildas Piquet-Friboulet, le responsable communication du site de recrutement Qapa.

même dans l'agriculture. Un mineur n'a même pas le droit de monter sur une échelle», illustre Sandrine Boinot. De plus, les démarches administratives de dérogation sont de plus en plus lourdes. Résultats, les employeurs jettent l'éponge et préfèrent le refuser. «Beaucoup de mineurs volontaires viennent pourtant nous voir pour travailler, remarque Anne Desthomas, du CIJ. Alors, on les oriente vers le bénévolat, qui peut leur faire une première expérience et alimenter leur CV.»

Audrey Pascoli, 20 ans

“ Je cherche depuis janvier

«Restauration, grande distribution..., j'ai déjà envoyé plus de 20 CV depuis janvier et j'ai relancé chacune des entreprises. Mais pour l'instant, je n'ai eu que des réponses négatives, commence à désespérer Audrey Pascoli, 20 ans, de Saint-Yrieix. En Charente, c'est très dur de trouver un job d'été. En octobre, à Noël et en février, je trouve toujours des travaux dans les vignes ou dans les écuries, et comme je suis en deuxième année de BTS agricole à Cherves-Richemont, j'ai un bon réseau et j'enrichis mon CV. Mais, pendant l'été, il y a peu de travaux agricoles. L'année dernière, comme je n'ai pas réussi à trouver de travail pour les deux mois, j'ai fait quelques moissons, mais ce n'est pas suffisant. Je n'ai gagné que 400 € dans l'été, alors que l'année précédente à l'Intermarché Saint-Cybard



à Angoulême, j'avais gagné 1 800 € en un peu moins de deux mois. 1 800 €, c'est au moins ce qu'il me faudrait cette année. Ça me permet de payer mes sorties, mes cours d'équitation et mes vêtements toute l'année.» Partir sur la côte? «J'y ai bien pensé, car mes amis trouvent beaucoup plus facilement dans les créperies, glaciers, campings, mais s'il faut payer le logement ou l'essence quotidienne, le salaire y passe.» (Repro CL)

Cynthia Defontaine, 17 ans

“ Difficile en tant que mineure

«J'aurai 18 ans dans six mois. Je voudrais vraiment travailler cet été pour avoir de l'argent afin de payer mon permis et être un peu plus autonome l'année prochaine. Mais pour l'instant, toutes mes demandes sont restées sans réponse ou ont échoué», témoigne Cynthia Defontaine, élève en première au lycée Guez-de-Balzac à Angoulême et habitant la ville. Elle souhaiterait effectuer des travaux agricoles. «J'aimerais travailler dehors. Dans les vignes, à la cueillette, pour les vendanges... Peu importe. Et si l'employeur propose un hébergement, je suis prête à partir n'importe où en France, assure-t-elle. J'ai déposé quelques candidatures près d'Angoulême et appelé une dizaine d'entreprises en Gironde, en Charente-Maritime, mais chaque fois leur réponse est là même: "désolé mais on ne



prend plus de mineur, c'est trop risqué, trop compliqué.» Elle en est persuadée, les seuls mineurs qui réussissent à trouver du travail aujourd'hui le font grâce à des connaissances, du piston. «Sans ça, c'est quasi impossible. Et après, on vient nous rabâcher que les jeunes sont feignants, ne veulent pas travailler. Moi je voudrais. En plus, sur mon CV, cela montrerait que je suis motivée, volontaire, mais je ne trouve pas.» (Repro CL)

■ Pour baptiser au mieux la grande région, l'historienne Anne-Marie Cocula consulte la population
 ■ La première réunion publique s'est tenue à Rochefort ■ Rendez-vous en Charente le 26 avril.

Grande région: un casse-tête sans nom

30% des propositions tournent autour du mot Aquitaine.

Agnès MARRONCLE

«**A** partir du moment où ce nom ne jaillit pas naturellement, porté par l'histoire ou la géo, on aura du mal à le trouver!» Sage réflexion d'un ancien gendarme de Royan. Il était l'un des rares, samedi dernier, à assister à la première des réunions publiques (1) consacrées à ce qui remplacera, après le 20 juin, le sigle ALPC désignant notre région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. Le 20 juin en effet, les conseillers régionaux voteront à partir des propositions finales que leur aura soumises le groupe de travail présidé par l'historienne Anne-Marie Cocula. «Je ne suis plus élue aujourd'hui après deux mandats au conseil régional. J'étais vice-présidente à l'éducation et à la culture», se présentait l'universitaire ce 2 avril à Rochefort, entourée pour cette première réunion de conseillers régionaux de Charente-Maritime, Katia Bourdin (EELV), Thierry Rogister (FN) et Marie-Claude Deshayes (PS).



Anne-Marie Cocula, historienne, préside le groupe de travail chargé de trouver un nom à la nouvelle grande région.

Photo A. M.

Il faut un nom dans lequel tous les habitants puissent se reconnaître et en même temps un nom qui parle à l'extérieur.

Sur le futur nom, la population est déjà consultée via un site internet depuis plusieurs mois (lire par ailleurs), mais Anne-Marie Cocula souhaite des contacts directs, des échanges approfondis pour partager l'enjeu qui se présente à son petit groupe. «Il faut un nom dans lequel tous les ha-

bitants puissent se reconnaître et en même temps, un nom qui parle à l'extérieur, rappelle à ses côtés Katia Bourdin. On doit exister sur la scène européenne des régions. À cette échelle, l'Ouest-Atlantique, ça peut aussi bien nous désigner que le Portugal», cite-t-elle parmi les écueils à éviter.

Il en existe d'autres qu'Anne-Marie Cocula illustre avec un brin d'humour. «Grand-Est pour l'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne. Pour moi, le grand Est, c'est au-delà de l'Oural!» Et

encore à propos de la région Nord-Pas-de-Calais. «Hauts-de-France! J'ai toujours défendu à mes étudiants de commenter une carte en disant en haut, en bas. On est au Nord, au Sud, à l'Ouest. Et la twittosphère s'est rapidement gaussée des Hautistes.» Et l'historienne de mettre en garde contre cette proposition de nom «Aquitaine-Mer» pour l'APLC. «Ses habitants deviendraient vite les aquitermerdeux!» Ailleurs, on bataille à travers le nom pour l'hégémonie d'une métropole. «Toulouse veut que sa nouvelle région s'appelle Occitanie et Perpignan veut Catalogne.»

on aurait l'impression d'avoir été mangés par plus gros que nous. APLC, ça me va très bien. Pourquoi chercher plus loin?» D'autres voix s'élèvent pour exprimer ce léger sentiment d'annexion, ou la crainte du pouvoir centralisateur de la métropole bordelaise. «À l'étranger, le nom de Bordeaux est plus connu que celui d'Aquitaine, de même que Cognac. Plus que des noms, ce sont des marques», souligne Anne-Marie Cocula. «Comment faire plaisir à tout le monde, aux Basques comme aux Saintongeais? Comment se sentir de cette grande région? Il faudra

longtemps avant que mon GPS personnel se sente chez lui au fin fond de la Corrèze», déclare une Oléronaise. Sûr qu'en 1790, les Constituants s'étaient moins embêtés en créant les départements et en les nommant tous par des rivières ou des montagnes. «L'époque était centralisatrice et finalement, elle l'est encore. Pour preuve, c'est au final le Conseil d'État qui statuera sur la validité de notre futur nom», fait savoir Anne-Marie Cocula.

(1) En Charente, une réunion publique aura lieu à Saint-Amant-de-Boixe le mardi 26 avril, dans l'auditorium de l'abbaye.

Comment ne vexer personne ?

Et chez nous, comment ne vexer personne? Respecter l'identité de chacun? «Le Limousin a beaucoup bataillé pour inverser la représentation de son territoire. Au XVIII^e siècle, être limousin, c'était être un gueux vu de la capitale. Et Limoges n'aime pas non plus que lui colle à la peau le mot "limoger". Le Limousin a su recomposer son image, notamment d'un point de vue touristique. Il veut un nom qui soit porteur.» Dans la salle, un érudit local suggère celui de l'ancienne province des Gaules, Aquitania. «La carte de l'époque romaine englobe la grande région, elle déborde même un peu et sa capitale, c'était Saintes.» Pour une autre participante, le terme d'Aquitaine, même à la sauce gauloise, est inenvisageable. «On se sentirait lésés. Nous les Charentais,

Ce qu'en disent les internautes

Le 5 mai 2015, une consultation était ouverte sur le site laregion-alpc.fr. Chacun peut encore, jusqu'au 5 mai prochain (1), suggérer un nom pour remplacer Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. Alors que début mars on comptait environ 10 000 propositions, les choses se sont accélérées ces derniers temps. «Actuellement, nous en enregistrons 800 par jour et nous aurons sûrement atteint les 50 000 participations à fermeture», estime Sébastien Aurfot, du cabinet d'Alain Rousset, le président de la nouvelle grande région. Au début sont apparus les noms les plus fantaisistes: le fameux acronyme Apoll ou encore Clap; les noms fleuris comme Capitaine, poétiques comme Bordures océanes, rugbyistiques comme Ovalie,

pharmaceutiques comme Novaquitta. À mesure que l'échéance approche, les propositions se font plus sérieuses et des statistiques peuvent être dégagées. «Aujourd'hui, nous avons environ 30% de propositions qui tournent autour du mot Aquitaine, 20% autour de Sud-Ouest, 20% autour d'Atlantique, 3 à 4% autour d'Alléonor et des noms divers pour le reste», indique Sébastien Aurfot. La répartition géographique suit à peu près celle de la démographie régionale et les pourcentages y sont aussi identiques, excepté en Deux-Sèvres ou le nom d'Aquitaine ne fait pas du tout recette.

(1) <http://laregion-alpc.fr/>
 proposez-un-nom-pour-votre-nouvelle-region/

Encore trois régions à rebaptiser



INFOGRAPHIE CL

■ L'Abaca devrait être le nom de l'espace culturel de Cherves ■ L'équipement est quasi terminé et sera inauguré le 17 juin ■ Premier concert en septembre.

Cherves-Richemont prête à ouvrir L'Abaca

Maurice BONTINCK
m.bontinck@chorentelibre.fr

À quelques finitions près, elle pourrait accueillir son premier spectacle la semaine prochaine. Mais le nouvel espace culturel de Cherves-Richemont sera officiellement inauguré le 17 juin prochain. Ce jour-là, cet investissement d'environ 2,8 millions d'euros sera d'abord ouvert aux habitants. Ils gareront leur voiture sur le parking de 300 places longeant la D 731 entre Cognac et Burie avant de découvrir une grande scène et sa salle de 500 mètres carrés pouvant recevoir jusqu'à 650 spectateurs assis. Ce nouveau bâtiment, actuellement appelé «Espace culturel» aura aussi un nouveau nom: «Le conseil municipal est globalement d'accord pour l'appeler L'Abaca, même si cela reste à officialiser», annonce le maire Alain Riffaud. L'abaca est une plante appelée aussi chanvre de Manille: une référence donc au nom de la commune Cherves, nom également issu de la fibre résistante.

Première affiche en septembre

Au-delà du symbole, la fin de ce chantier est aussi celle d'un long feuilleton de près de dix années.

Un rond-point d'accès pas avant 2017

C'est la mauvaise surprise que les élus veulent positiver. «Nous allons devoir faire un giratoire pour accéder au lieu, explique Alain Riffaud. Évidemment le coût n'est pas neutre.» Le conseil municipal a provisionné 77 000 euros pour les travaux de raccordement à ce futur rond-point et attend maintenant les possibilités financières de l'État et du Département pour réaliser ce rond-point supplémentaire sur la RD 731. «Mais ça ne se fera pas avant 2017

voire 2018», précise le maire qui a également dû aller voir les deux riverains pour racheter une partie de leur terrain. «Ça ne leur a pas fait plaisir, c'est sûr», reconnaît l'adjoint Jean-Luc Etourneau. La commune en profitera cependant pour réaliser une déviation depuis le centre-bourg et jusqu'à cette route. «La distillerie dans la commune oblige les camions à traverser le centre, cette voie permettra d'en finir avec ces passages gênants, il faut le reconnaître.»



L'Espace culturel et sa salle de 650 places seront inaugurés le 17 juin prochain.

Photo M.-A. B.

«Nous avons acheté les terrains il y a sept ans au moins», rappelle Jean-Louis Étourneau, l'adjoint chargé du suivi du projet. Il a fallu aussi répondre aux critiques à propos de cette salle supplémentaire dans le Cognaçais, inauguré dix-sept mois après l'ouverture du Castel et un premier concert de Benabar à Châteaubernard en fé-

vrier 2015. Ce qui en fait six dans le territoire de GrandCognac, boxant plus ou moins dans la même catégorie (1). «Mais je le redis, si nous allons avoir une programmation culturelle de six affiches par an, l'objectif est de permettre à nos habitants d'avoir une vraie salle pour pouvoir accueillir des événements comme des fêtes d'école ou des dîners dansants jusqu'à 450 personnes, martèle Alain Riffaud. L'actuelle salle des fêtes en face de la mairie ne peut, elle, accueillir que 180 personnes maximum.» Il n'empêche, L'Abaca ne se contentera pas de jouer le rôle de super-salle des fêtes. Le premier spectacle est annoncé en septembre même si le contrat n'est pas encore finalisé. La programmation a été confiée à l'agence poitevine Modul'Art et le coût de fonctionnement annuel de l'équipement est estimé à 45 000 euros. Une ambition a priori beaucoup plus limitée qu'à Châteaubernard où le Castel annonce un fonction-

”

Le conseil municipal est globalement d'accord pour l'appeler L'Abaca, même si cela reste à officialiser.

nement à 193 000 euros en 2015 pour deux fois plus de manifestations. Mais Alain Riffaud annonce tout de même que des événements type «salons» sont aussi dans les cartons. «Nous devrions avoir le congrès des pépiniéristes en novembre.» De quoi planter les premières graines de l'avenir pour L'Abaca.

(1) Le Castel de Châteaubernard, l'Espace 3000, le théâtre, les Abattoirs et La Salamandre à Cognac. Pour une population d'environ 35 000 habitants.

Des propositions contre la précarité des jeunes

SOCIAL Organisations d'étudiants et de lycéens reçues au ministère avant une nouvelle manifestation

Alors que les députés poursuivent en commission leurs discussions sur le projet de loi Travail, les organisations de jeunes ont été reçues hier par Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, Patrick Kanner, son collègue chargé de la Jeunesse, et Myriam El Khomri, ministre du Travail.

Arrivées avec des propositions pour lutter contre « la précarité des jeunes », elles ont eu le sentiment d'avoir été « écoutées », mais elles comptent encore sur les actions à venir pour pousser le gouvernement à prendre les mesures qu'elles attendent. « Il est très important que les jeunes restent mobilisés », notamment lors de la manifestation « déterminante » de samedi avec les syndicats de salariés, souligne William Martinet, président de l'Unef, à la pointe de la contestation contre le projet de loi. Le syndicat devait se retrouver dans la soirée avec les res-

ponsables CGT, FO, FSU et Solidaires ainsi qu'avec les représentants des lycéens pour préciser les modalités de cette nouvelle manifestation.

Propositions à venir

À l'issue de ces rencontres, la ministre de l'Éducation nationale a fait savoir qu'elle s'engageait à travailler sur des propositions pour présenter « des mesures concrètes » au Premier ministre, qui doit rencontrer prochainement à son tour ces organisations d'étudiants et de lycéens. « La question de la précarité des jeunes dépasse le seul cadre de la loi Travail », il faut « répondre aux difficultés des jeunes [...] qui n'ont aucun filet de sécurité » entre la fin de leurs études et leur premier emploi, a-t-elle ajouté.

Parallèlement, à la cinquième semaine de mobilisation contre le texte gouvernemental, le mouvement Nuit debout se poursuit chaque soir, place de la République, à Paris. Et il a commencé à s'implanter dans plusieurs villes. Dans la région, une première assemblée a déjà eu lieu à Pau, et d'autres sont annoncées demain à Angoulême et samedi à Bordeaux.

10 000 postes en trois ans pour l'armée

DÉFENSE Les réductions de postes prévues jusqu'en 2019 sont supprimées. Les effectifs militaires devraient même augmenter

PIERRE TILLINAC

p.tillinac@sudouest.fr

Les armées françaises en ont fini - en principe - avec la déflation. Hier, au cours d'un conseil de défense et de sécurité nationale, François Hollande a fait savoir que les effectifs du ministère de la Défense allaient être renforcés de 10 000 postes au total au cours des années 2017, 2018 et 2019.

Cette mesure porte à la fois sur l'annulation de la suppression de plus de 9 000 postes, prévue dans la loi de programmation actualisée en juillet dernier, et sur la création d'environ 800 postes supplémentaires qui vont entraîner un accroissement net des effectifs du ministère, selon un communiqué diffusé par l'Élysée.

Cette réorganisation devait se faire au bénéfice des unités opérationnelles, de la cyberdéfense et du renseignement.

L'annulation des suppressions de postes examinée lors de ce conseil de défense correspond à la promesse du président de la République, l'an dernier. Trois jours après les attentats de novembre, il avait en effet annoncé devant le Congrès qu'il n'y aurait « aucune réduction des effectifs de l'armée avant 2019 ».



Les militaires sont aussi mobilisés sur notre territoire. ARCH. G. BONNALD

Au mois de janvier de l'année dernière, après les attaques terroristes, François Hollande avait déjà décidé de réduire de 7 500 les déflations d'effectifs prévues sur 2015-2019, dont plus de 1 000 dès l'année dernière.

Face à la menace terroriste

Après plusieurs années de réductions, régulièrement dénoncées par les militaires, les armées françaises voient leurs effectifs stabilisés pour pouvoir faire face à la me-

nace terroriste, sur les théâtres extérieurs et sur le territoire national, où l'opération Sentinelle mobilise des milliers d'hommes. Ce renversement de tendance oblige les armées à consentir des efforts importants pour recruter et former les nouveaux engagés.

Cette politique de renforcement des forces de sécurité touche aussi la réserve opérationnelle, qui a vu son budget augmenter pour essayer d'atteindre l'objectif de 40 000 personnes.



Le président Gourinchas : « Nous répondons ici à une situation ponctuelle. » PHOTO ARCHIVES MICHEL AMAT

La solidarité, mais pas à n'importe quel prix

GRAND-COGNAC Hier soir, les élus communautaires ont accordé 300 000 euros à quatre communes en difficultés financières

OLIVIER SARAZIN
o.sarazin@sudouest.fr

Hier soir, les élus de Grand-Cognac ont décidé d'attribuer 300 000 euros de « dotation de solidarité » à quatre communes en difficultés financières. Gimeux, bien à la peine avec un lotissement qui ne se vend pas, recevra 180 000 euros. Cette manne presque providentielle servira à un remboursement de TVA. Par ailleurs, les communes d'Ars, Louzac-Saint-André et Bréville toucheront 40 000 euros chacune. Ars et Louzac pourront ainsi faire face aux coûts des travaux de voirie indispensables au développement de deux maisons de négoce (Ferrand et Bache-Gabrielsen). Bréville, enfin, peut désormais retaper la toiture de l'école.

« Nous essayons de répondre ici à des situations ponctuelles et urgentes », a expliqué le président Gourinchas, qui avait écrit à tous ses collègues le 14 février et leur

avait demandé qui postulait à une aide exceptionnelle. « J'ai reçu quatre demandes. Nous en avons parlé en réunion de bureau. Le débat, ce soir, est ouvert... »

Quel pacte financier ?

Et le débat fut riche. Sur le mode "oui à la solidarité, mais pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix". Emilie Richaud, au nom du groupe d'opposition de la ville de Cognac, a parlé de « pansements et de rustines ». Elle a regretté l'absence d'un « vrai pacte financier et fiscal garant d'une juste répartition des fruits de la croissance entre Grand-Cognac et ses communes membres ».

« Ce pacte, on l'attend depuis trop longtemps ! Les dotations votées ce soir sont attribuées sur des critères imprécis ; elles créent un fâcheux précédent », a poursuivi Noël Belliot.

Réponse du président : ce fameux pacte, ce sera plus tard, en

2017, lors de la naissance de l'agglomération du Très Grand-Cognac. « Jarnac a ouvert la voie. La Grande-Champagne s'en inspire. Nous réfléchissons à une formule qui tient compte de la population, du potentiel fiscal et des taux en vigueur », a précisé Michel Gourinchas.

Revenant sur la nature de ces aides ponctuelles, Hélène Tournadre (Ars) a parlé de « solution palliative et temporaire ». Chantal Nadeau (Gimeux), quant à elle, a bien fait comprendre que sans ce coup de pouce, sa commune serait bien ennuyée.

À l'heure du vote, cinq élus se sont abstenus : les trois du groupe Belliot (Cognac), Jessica Redeuil (Saint-Sulpice) et Martine Bouillon (Saint-Brice).

Dominique Souchaud, le maire de Saint-Sulpice, s'est prononcé contre, se demandant si cette dotation ne correspondait pas à une « prime à la mauvaise gestion ».

Alain Rousset et les 4 503 maires

L'ISLE D'ESPAGNAC Fin de semaine très pico-charentaise pour Alain Rousset qui, aujourd'hui, doit communiquer sur l'audit, commandé au cabinet Ernst & Young, sur la situation financière des trois anciennes régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes. Samedi, Alain Rousset a choisi l'Espace Carat de l'Isle-d'Espagnac pour convier les

4 503 maires de la région à une grande réunion de présentation des enjeux économiques et territoriaux. Le président d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes se prêterait au jeu des questions. En milieu de semaine, près de 500 maires, essentiellement picoto-charentais mais aussi de Gironde et de Dordogne, avaient confirmé leur présence.



Alain Rousset. PHOTO MICHEL AMET

■ CHÂTEAUBERNARD

Brevet audax 150 km. L'association sportive des Verriers cyclotourisme organise un brevet Audax de 150 km ce samedi 9 avril. Départ à 7 heures devant la salle Jean-Tardif.